

Article

« Tendances et perspectives d'avenir de l'économie-monde »

Immanuel Wallerstein

Études internationales, vol. 15, n° 4, 1984, p. 789-801.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701746ar>

DOI: 10.7202/701746ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

TENDANCES ET PROSPECTIVES D'AVENIR DE L'ÉCONOMIE-MONDE*

Immanuel WALLERSTEIN**

ABSTRACT — *Patterns and Prospectives of the Capitalist World-Economy*

One of the aspects characterizing the state of International Relations at the moment is the increasing emphasis on political economy. This is the approach of the present paper. It is more in the form of succinct propositions than detailed analysis, since the latter is available in the author's previous writings. Specifically, the paper concentrates on five aspects: the nature of the world economy, its mode of functioning, its basic tendencies, the crisis of the global system, and future prospects of evolution the paper emphasizes both the interconnectedness of the different levels of analysis (from the family to the world system) as well as the importance of a diachronic and macro-structural approach.

I — LA NATURE DE L'ÉCONOMIE-MONDE

Le concept d'« économie-monde » (*world-economy*) doit être distingué de celui d'« économie-mondiale » (*world economy*) ou d'économie internationale. Ce dernier concept laisse entendre qu'il existe une série d'« économies » distinctes dont la portée est « nationale » et que, dans certaines circonstances, ces « économies nationales » opèrent des échanges les unes avec les autres, la somme de ces contacts (limités) étant désignée sous l'appellation d'économie internationale. Ceux qui utilisent ce dernier concept soutiennent que les contacts limités se sont développés au cours du vingtième siècle. On prétend de cette manière que le monde est devenu « un monde » de façon inconnue avant le vingtième siècle.

Par contraste, le concept d'« économie-monde » suppose qu'il existe une « économie » partout où (et si et seulement si) il y a une division sociale du travail relativement complète et en extension continue avec un ensemble intégré de processus de production, lesquels sont reliés les uns aux autres par un « marché » qui a été « institué » ou « créé » de quelque complexe manière. En utilisant un tel concept, l'économie-monde n'est pas nouvelle au vingtième siècle et n'est pas non plus une rencontre des « économies nationales », parce qu'aucune « économie

*Document de travail préparé dans le cadre du projet sur les Alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en transformation. Il a été présenté en septembre 1980 lors d'un séminaire tenu à Madrid sous le parrainage de l'Université des Nations Unies et de l'Université Complutensian de Madrid.

** *Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems, and Civilizations, State University of New York at Binghamton.*

Revue Études internationales, volume XV, n° 4, décembre 1984

nationale » ne constitue une division du travail complète. Plutôt, une économie-monde, de forme capitaliste, a existé dans au moins une partie du globe depuis le seizième siècle. Aujourd'hui, tout le globe fonctionne dans le cadre de cette singulière division sociale du travail que nous désignons par l'expression d'économie-monde capitaliste.

L'économie-monde capitaliste a, et a eu depuis le début de son existence, des frontières beaucoup plus étendues que celles de toute unité politique. De fait, il semble qu'une des caractéristiques fondamentales définissant l'économie-monde capitaliste soit, qu'il n'existe pas d'entité politique exerçant une autorité suprême dans toutes ses zones.

Plutôt, la superstructure politique de l'économie-monde capitaliste est un système inter-étatique à l'intérieur duquel et par lequel les structures politiques désignées comme « États souverains » sont légitimées et contraintes. Loin de signifier l'autonomie totale du processus décisionnel, le terme de « souveraineté » implique en réalité une autonomie formelle jointe à des limitations réelles à cette autonomie, lesquelles sont rendues effectives à la fois par les règles implicites et explicites du système inter-étatique et par le pouvoir des autres États au sein du système inter-étatique. Aucun État de ce système, même celui qui est le plus puissant à un moment donné, n'est totalement autonome – bien que certains États jouissent manifestement d'une plus grande autonomie que les autres.

L'économie-monde est un ensemble de cultures – c'est-à-dire, de langages, de religions et d'idéologies – mais cet ensemble n'est pas fortuit. Il existe universellement une conception de l'*imperium*, bien qu'il s'agisse d'une conception avec plusieurs variantes, et il existe des cultures de résistance à l'*imperium*.

Les principales institutions sociales de l'économie-monde capitaliste – les États, les classes, les « peuples » et les ménages – sont toutes modelées (même créées) par les fonctionnements continus de l'économie-monde. Aucune d'elles n'est primordiale, au sens où il s'agirait d'une structure permanente, pré-existante et relativement établie par rapport à laquelle les fonctionnements de l'économie-monde capitaliste seraient exogènes.

L'économie-monde capitaliste est un système social *historique*. Il est venu au monde et sa genèse doit être expliquée. Son existence est définie par certaines tendances – à la fois des rythmes cycliques et des tendances séculaires – qui doivent être élucidées. Il est fort probable qu'un jour il n'existera plus (ayant été transformé en un autre type de système social historique) et nous pouvons par conséquent établir les alternatives historiques qui se dessinent devant nous.

II – LES MODES DE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE-MONDE

Toutes les structures historiques évoluent constamment. Toutefois, l'emploi d'un concept quelconque revient à ramener une certaine tendance continue à une forme établie. Nous ne pourrions percevoir le monde, l'interpréter ou le changer consciemment sans recourir à des concepts, avec toutes les limites que toute réification, même peu considérable, implique.

L'économie-monde a un mode de production capitaliste. C'est un énoncé empirique. Bien qu'il y ait eu d'autres économies-mondes (telles que définies ci-dessus) connues au cours de l'histoire, l'économie-monde moderne dont nous parlons est la seule qui ait survécu durant une longue période de temps sans se désintégrer, ou bien se transformer en empire-monde (avec une structure politique singulière). Cette économie moderne a eu un mode de production capitaliste – en fait, son économie a été dominée par ceux qui travaillent en tablant sur la primauté de l'accumulation incessante, tels les entrepreneurs (ou les contrôleurs des unités de production) chassent de l'arène ceux qui cherchent à opérer à partir d'autres prémisses. Puisque une seule économie-monde a pu survivre pendant une longue période de temps et puisque cette économie a été de forme capitaliste, nous pouvons nous imaginer que les deux phénomènes sont théoriquement reliés, que d'un côté, pour survivre, une économie-monde doit avoir un mode de production capitaliste et que, d'autre part, le capitalisme ne puisse être le mode de production que dans un système qui revêt la forme d'une économie-monde (une division du travail plus étendue que toute entité politique).

L'économie-monde capitaliste a fonctionné par le biais d'un rapport social appelé capital/travail, dans lequel le surplus créé par les producteurs directs a été approprié par d'autres au lieu de production ou à la place du marché la plus immédiate, dans chaque cas en vertu du fait que ceux qui s'approprient contrôlent le « capital » et que leurs « droits » au surplus sont garantis légalement. Les extracteurs de plus-value peuvent, dans plusieurs cas, être des individus mais, de plus en plus, ils ont eu tendance à être des entités collectives (entreprises privées ou étatiques).

Une fois que la plus-value a été extraite, elle doit encore être « distribuée » parmi un réseau de bénéficiaires. Les processus d'échange sur le « marché » sont un monde par lequel s'effectue cette redistribution. Notamment, la structure de l'économie-monde permet un échange inégal (principalement « trans-étatique ») de biens et de services, de telle sorte que la majeure partie de la plus-value extraite dans les zones périphériques de l'économie-monde est transférée aux zones centrales.

L'échange de produits contenant des sommes inégales de travail social peut être désigné comme le rapport centre/périphérie. Cela est omniprésent, continu et constant. De plus, cela amène les activités productives à se spécialiser géographiquement, de telle sorte que les activités de production propres au centre et celles propres à la périphérie tendent, de part et d'autre, à se regrouper sur le plan spatial. Nous pouvons donc, pour abrégé le discours, désigner certains États comme les États du centre et désigner les autres comme les États périphériques.

Dans la mesure où quelques États fonctionnent comme lieux de différents genres d'activités de production (certaines étant caractéristiques du centre, certaines de la périphérie), nous pouvons parler dans ces cas d'États semi-périphériques. Il existe toujours des zones semi-périphériques.

Bien que la tendance à une hiérarchisation spatiale des processus de production soit une constante de l'économie-monde capitaliste, la position d'un État donné n'en est pas une puisqu'il y a eu régulièrement des relocalisations partielles des activités économiques propres au centre et à la périphérie.

Puisque ce qui fait qu'un processus de production soit propre au centre ou à la périphérie se trouve dans la mesure où il incorpore le degré valeur – travail, est mécanisé et hautement rentable, et puisque toutes ces caractéristiques changent à travers le temps pour tout produit donné en raison des « cycles de production », il s'ensuit qu'aucun produit n'est, de façon inhérente, propre au centre ou à la périphérie mais que chacun a cette caractéristique pour une période donnée. Néanmoins, il y a toujours quelques produits qui sont propres au centre et d'autres propres à la périphérie, quel que soit le moment choisi.

Parce que les impératifs d'accumulation opèrent par l'intermédiaire des décisions individuelles des entrepreneurs, chacun cherchant à maximiser son profit – la prétendue anarchie de production – il y a une tendance inhérente, dans l'économie-monde, à l'expansion du volume absolu de la production. Toutefois, le profit ne peut être réalisé que s'il y a une demande effective pour la production globale. Mais la demande mondiale effective est fonction de la somme des accommodements politiques au sein des divers États (le résultat des luttes de classes antérieures), lesquels déterminent la distribution réelle du surplus global. Ces accommodements sont stables pour les périodes intermédiaires. Conséquemment, l'approvisionnement mondial s'accroît à un rythme régulier, tandis que la demande mondiale demeure relativement immobile au cours de ces périodes. Un tel système doit déboucher, et a historiquement débouché, sur des goulots d'étranglement de l'accumulation cycliques, qui se traduisent en périodes de stagnation économique. Historiquement, les phases A d'expansion et les phases B de stagnation semblent s'être succédées à des intervalles de 40 à 55 ans (ces cycles étant parfois désignés comme les « cycles de Kondratieff »).

Chaque période de stagnation a suscité des pressions visant la restructuration du réseau des processus de production et des relations sociales qui les sous-tendent, de façon à triompher des goulots d'étranglement de l'accumulation. Parmi les mécanismes qui ont concouru à renouveler l'expansion, se trouvent :

- a. la réduction des coûts de production des anciens produits du centre par une mécanisation plus poussée ou par la relocalisation de ces activités de production dans les zones caractérisées par des salaires plus faibles ;
- b. la création de nouvelles activités propres au centre (l'« innovation »), lesquelles promettaient des taux de profit initiaux élevés, encourageant ainsi de nouvelles possibilités d'investissement ;
- c. une lutte de classes intensifiée à la fois au sein des États du centre et entre les groupes situés dans différents États de telle sorte qu'à la fin du processus, a pu se produire une certaine redistribution politique de surplus mondial en faveur des travailleurs, dans les zones du centre (souvent par le moyen de la prolétarianisation complète des ménages jusque-là semi-prolétaires), et en faveur des bourgeois dans les zones semi-périphériques et périphériques, augmentant de cette façon la demande mondiale effective ;
- d. l'expansion des frontières externes de l'économie-monde, créant de cette façon de nouvelles concentrations de producteurs directs qui peuvent être impliqués dans la production mondiale en tant que travailleurs semi-prolétaires recevant des salaires inférieurs au coût de reproduction.

Les États dans lesquels se rencontrent les activités propres au centre développent des appareils étatiques relativement forts qui peuvent mettre de l'avant les intérêts de leurs bourgeoisies, moins par protectionnisme (un mécanisme par lequel les États moyennement forts cherchent à devenir plus forts) qu'en empêchant les autres États d'ériger des barrières politiques à la rentabilité de ces activités. En général, les États cherchent à façonner le marché mondial de telle sorte que soient mis de l'avant les intérêts de certains entrepreneurs contre ceux des autres.

Il semble que des cycles se présentent également, bien qu'ils soient beaucoup plus longs, dans le système inter-étatique. À trois occasions distinctes, un État a été capable de réaliser ce qui peut être désigné comme une position hégémonique dans l'économie-monde: les Provinces-Unies, 1620-1650; le Royaume-Uni, 1815-1873; les États-Unis, 1945-1967. Lorsque les producteurs situés dans un État donné peuvent vendre moins cher que les producteurs situés dans d'autres États du centre au sein des « marchés intérieurs » de ces derniers, ils peuvent avec le temps transformer cet avantage de production en un avantage dans l'arène commerciale et ensuite dans l'arène financière. On peut dire que les avantages combinés constituent l'hégémonie et sont également reflétés par un avantage politico-militaire dans le système inter-étatique. De telles hégémonies sont relativement éphémères, puisque les avantages de production ne peuvent être maintenus indéfiniment et que les mécanismes d'équilibre des puissances tendent à réduire l'avantage politique du seul État qui est le plus puissant.

Les États du centre en général, et l'État hégémonique en particulier lorsqu'un tel État existe, cherchent à renforcer les avantages de leurs producteurs et à légitimer leur rôle dans le système inter-étatique en imposant leur prédominance culturelle sur le monde. Jusqu'à un certain point, cela se réalise sous les formes faciles à remarquer du langage, de la religion et des coutumes mais, ce qui est plus important, cela se réalise également par la tentative d'imposer des modes de pensée et d'analyse, ce qui comprend en particulier les paradigmes qui alimentent la philosophie, les sciences naturelles et les sciences sociales.

III – LES TENDANCES SÉCULAIRES DE L'ÉCONOMIE-MONDE

Les tendances de l'économie-monde peuvent, à première vue, paraître de forme cyclique, mais elles ne sont pas parfaitement cycliques. L'économie-monde a un développement historique qui est structurel et peut être analysé en fonction de ses tendances séculaires.

L'effort continu d'accumulation conduit vers un approfondissement constant du développement capitaliste. La recherche visant à réduire les coûts à long terme de la production conduit à un accroissement régulier de la mécanisation de la production. La recherche d'une source moins coûteuse de facteurs de production (comprenant comme une dépense les délais dans l'accès aux ressources) conduit à un accroissement régulier du degré jusqu'où ces facteurs (terre, travail, et biens) ont été rendus marchandisés. Le désir de réduire les barrières au processus d'accumulation conduit à un accroissement régulier du degré, jusqu'où les transactions économiques ont été

« contractualisées ». Il est important de reconnaître deux choses à propos de ces processus de mécanisation, de marchandisation et de « contractualisation ».

Bien que, dans l'économie-monde prise comme un tout, il y ait des augmentations régulières du degré de mécanisation, de marchandisation et de « contractualisation », la tendance n'est pas linéaire mais poursuivie en une série de pas, chaque progrès significatif conduisant à une expansion globale et chaque stagnation globale conduisant à une restructuration de l'économie-monde, de façon à progresser plus avant.

Le développement capitaliste de l'économie-monde à l'échelle mondiale est au vingtième siècle loin d'être achevé. Ces processus sont encore en plein fonctionnement. Les stagnations périodiques de l'économie-monde, qui ont conduit à la restructuration régulière de cette économie-monde, ont entraîné, comme élément de cette restructuration, l'expansion des frontières « extérieures » de l'économie-monde, un processus qui est toutefois presque achevé à l'heure actuelle. Cette expansion, qui a été au centre de l'histoire mondiale des quelques cents dernières années, a graduellement éliminé du globe les autres variétés de systèmes sociaux historiques, créant la situation historiquement unique de l'existence, à toutes fins pratiques, d'une seule division sociale du travail sur la terre.

La régulière mais encore incomplète marchandisation du travail, à côté de l'expansion dorénavant grandement achevée des frontières externes de l'économie-monde, explique la forme que revêt deux des principales structures institutionnelles de l'économie-monde capitaliste : les classes et les ménages.

La marchandisation du travail signifie en fin de compte une structure dans laquelle les producteurs directs n'ont pas accès aux moyens de production, sauf en vendant leur force de travail sur un marché ; de ce fait, ils deviennent prolétaires. Bien que le pourcentage de producteurs directs qui, dans leur vie, sont des prolétaires à temps complet se soit accru avec le temps à l'échelle mondiale, de tels prolétaires, néanmoins, ne regroupent probablement encore, même aujourd'hui, pas plus de la moitié de la force de travail du monde.

La marchandisation de la terre et du capital signifie en fin de compte une structure dans laquelle les contrôleurs de la terre ou du capital (y inclus le « capital humain ») n'ont pas accès à l'entretien et à la reproduction de la terre et du capital, sauf en poursuivant une politique active de maximisation de l'accumulation du capital ; c'est-à-dire, ils deviennent bourgeois. Parmi ceux qui, au vingtième siècle, contrôlent la terre ou le capital – directement (individuellement) ou indirectement (collectivement) – très peu ne sont pas des bourgeois, c'est-à-dire des personnes dont la *raison d'être** économique est l'accumulation du capital.

En conséquence, nous avons une situation dans laquelle *une partie mais pas tous* les producteurs directs sont (à temps complet dans leur vie) des prolétaires (nous pouvons désigner l'autre partie comme des « semi-prolétaires »), mais où la *plupart* des contrôleurs de la terre et du capital sont bourgeois.

* En français dans le texte.

La création de deux grandes classes à l'échelle mondiale a conduit à la formation des structures de ménages appropriées en tant qu'unités appartenant à ces classes. Nous entendons par ménage l'unité qui, au cours d'une période plutôt longue (de 30 à 50 ans), met en commun le revenu de tous ses membres, quel qu'en soit la source et la forme.

Le ménage « semi-prolétarien », tellement étendu dans les zones périphériques de l'économie-monde, permet l'emploi salarié de certains de ses membres pour une partie de leur vie, moyennant des rémunérations inférieures au coût proportionnel de la reproduction, par le gouvernement de ce salaire avec ce qui est reçu au titre de revenus tirés de subsistance, de produits marchands simples, de rente et de transferts, ce qui représente ce qui est signifié par le terme de « surexploitation » (puisque dans ce cas l'employeur du travailleur salarié reçoit non seulement la plus-value qu'il ou qu'elle crée, mais aussi ce que les autres membres du ménage créent).

Le ménage prolétarien, qui tend à recevoir un revenu salarial s'approchant des coûts réels de la reproduction (pas moins mais pas davantage), a tendance à évoluer dans la direction d'un ménage « nucléaire », se détachant des affiliations et autres liens jugés non rentables.

Le ménage bourgeois, cherchant à maximiser l'utilisation du capital, dont le contrôle direct tend à s'accroître avec l'âge, et utilisant la structure familiale comme principal mécanisme pour éviter la redistribution sociale, tend à prendre la forme de ménages étendus, à localisations multiples.

L'expansion régulière (maintenant largement achevée) des frontières externes de l'économie-monde, jointe à la concurrence soutenue parmi les bourgeois pour avoir l'avantage dans l'économie-monde capitaliste, explique la forme de deux autres structures institutionnelles majeures de l'économie-monde capitaliste, soit les États et les peuples.

L'offensive des bourgeois pour l'obtention de l'avantage concurrentiel a entraîné une définition plus poussée (« pouvoir ») des États en tant que structures politiques et un accent plus fort sur la contrainte que leur impose le système inter-étatique. Cette impulsion en faveur d'un État « fort » (fort à la fois vis-à-vis des autres centres internes de pouvoir et vis-à-vis des autres États et des forces extérieures non-étatiques) a été plus considérable et par conséquent plus efficace dans les États dont les activités de production étaient celles qui caractérisent le centre. L'État fort a été le principal mécanisme par lequel les bourgeois, contrôlant les activités de production du centre, ont été en mesure a) de limiter et de modérer les demandes de leurs forces de travail nationales en matière économique, b) de façonner le marché mondial de façon à concurrencer efficacement les bourgeoisies situées dans d'autres États, et c) d'incorporer de nouvelles zones au sein de l'économie-monde, créant ainsi constamment de nouveaux centres d'activités de production périphériques.

La définition accrue des structures étatiques a mené au développement, à la redéfinition, à la création, à la destruction et à la renaissance des « peuples ». Dans la mesure où ces « peuples » sont définis par eux-mêmes (et par les autres) comme

contrôlant ou comme ayant le droit « moral » de contrôler des structures étatiques, ces « peuples » deviennent des « nations ». Dans la mesure où un « peuple » donné n'est pas défini comme ayant le droit de contrôler une structure étatique, ce peuple devient un « minorité » ou une « groupe ethnique ». Définir des États donnés comme États-nations revient à contribuer au renforcement de l'État. Une telle définition requiert la mise en relief d'un « peuple » et le silence à propos des autres, voire même leur anéantissement (conceptuellement ou littéralement). Cela est particulièrement important pour les États semi-périphériques cherchant à transformer leur rôle structurel dans l'économie-monde. Différents groupes ont des intérêts appuyant ou s'opposant à toute définition particulière de l'État-nation. Le « nationalisme » est à la fois un mécanisme d'*imperium*/intégration et de résistance/libération. Les peuples ne sont pas définis au hasard, pas plus qu'ils ne sont des dérivations simples et sans liens avec le passé historique. Ils sont des groupements de solidarité dont les frontières sont sujettes à une transmission/redéfinition sociale constante.

Comme les classes en viennent à être définies par rapport à la division du travail qui se développe dans l'économie-monde et comme les peuples en viennent à être définis par rapport à un système inter-étatique de plus en plus rationalisé, la concentration de la localisation des divers groupes opprimés a donné naissance avec le temps à des mouvements anti-systémiques. Ces mouvements sont organisés sous deux principales formes et autour de deux principaux thèmes : le mouvement social autour de la « classe » et le mouvement national autour de la « nation » ou du peuple.

Les formes sérieusement anti-systémiques (ou révolutionnaires) de tels mouvements sont apparues pour la première fois sous une forme *organisée* au dix-neuvième siècle. Leur objectif général – l'égalité humaine – était par définition incompatible avec le fonctionnement de l'économie-monde capitaliste, un système hiérarchique basé sur le développement inégal, l'échange inégal et l'appropriation de la plus-value. Toutefois, la structure politique de l'économie-monde capitaliste – le fait qu'il ne s'agissait pas d'une seule unité mais d'une série d'États souverains – a forcé les mouvements à rechercher la transformation du système-monde par la réalisation du pouvoir politique dans des États séparés. L'organisation de ces mouvements anti-systémiques au niveau de l'État a eu des effets contradictoires.

Au niveau de l'État, l'organisation pour le mouvement social a été idéologiquement embrouillant dès le début, puisqu'elle opposait la nécessité logique et idéologique de la lutte à l'échelle mondiale (l'internationalisme prolétarien) au besoin politique immédiat de parvenir au pouvoir à l'intérieur d'un État. Soit que le mouvement social ait résisté au « nationalisme » et qu'il ait été rendu inefficace, soit qu'il ait utilisé le nationalisme et ensuite fait face de manière ambiguë à la prétendue « question nationale » – c'est-à-dire les « nationalismes » des « minorités » à l'intérieur des frontières de l'État. Quelle que soit la tactique d'un mouvement social donné, la réalisation d'un pouvoir étatique partiel ou total a entraîné le pouvoir dans une structure gênée par le système inter-étatique, le rendant de ce fait incapable de transformer entièrement le système par lui-même (c'est-à-dire de se retirer totalement de l'économie-monde capitaliste).

L'organisation au niveau de l'État a également créé des dilemmes pour les mouvements nationaux. Plus était petite la zone au sein de laquelle le mouvement national se définissait lui-même, plus il était facile d'accéder au pouvoir étatique mais moins cela portait à conséquences. De là, tous les mouvements nationaux ont oscillé en fonction de l'unité de la définition et les divers mouvements « pan... » ont eu un succès limité. Mais les échecs des mouvements « pan... » ont eu tendance à diluer la poussée anti-systémique des mouvements nationaux particuliers.

En général, à la fois les mouvements sociaux et les mouvements nationaux ont traversé une période difficile lorsqu'ils ont tenté de réconcilier les objectifs anti-systémiques à long terme et les objectifs « développementalistes » et « de rattrapage » à court terme, laquelle a eu tendance à renforcer plutôt qu'à saper le système-monde. Néanmoins, l'élan collectif des mouvements sociaux et nationaux a, avec le temps, été de fait anti-systémique, malgré le « réformisme » et le « révisionnisme » des divers mouvements pris séparément. De plus, l'élan collectif de ces mouvements a été tel qu'il a pu bouleverser de plus en plus les mouvements sociaux et nationaux, ce qui a été en fait une source de force additionnelle.

Le déploiement des structures institutionnelles du système-monde – les classes, les États, les peuples, les ménages – s'est reflété dans la mosaïque culturelle de ce système, dont le modèle en a été de plus en plus un de tension entre l'*imperium* et la résistance.

Comme la division axiale du travail devenait plus prononcée et plus inégale, le besoin de faciliter son fonctionnement, par l'affectation des forces de travail et par la justification de l'inégalité, a conduit à une idéologie de racisme qui est devenue le thème culturel central de l'organisation du monde bourgeois. L'existence de groupes supérieurs (que ces groupes, dans des cas particuliers, soient définis comme caucasiens, anglosaxons, ou autres variantes sur ce thème) devint une méthode de simple tri pour l'emploi et l'allocation des revenus.

Alors que le racisme servait de mécanisme de contrôle des producteurs directs à l'échelle mondiale, la bourgeoisie des États forts du centre (et particulièrement celle de la puissance hégémonique) cherchait aussi à diriger les activités des bourgeois des autres États et celles des couches moyennes de la population mondiale vers des canaux qui maximiseraient l'étroite intégration des processus de production et le fonctionnement en souplesse du système inter-étatique, de telle sorte que l'accumulation s'en trouvait facilitée. Cela demandait la création d'un cadre culturel bourgeois mondial qui puisse être greffé aux variations « nationales ». C'était particulièrement important en termes de science et de technologie, mais très important aussi dans le domaine des idées politiques et des sciences sociales.

Le concept de culture « universelle » neutre auquel les cadres de la division internationale du travail pourraient être « assimilés » (la voix passive étant ici importante) devait désormais servir comme un des piliers du système-monde tel qu'il s'est historiquement élaboré. L'exaltation du progrès, et plus tard de la « modernisation », résumait sommairement ce réseau d'idées, lesquelles ont servi moins comme de véritables normes d'action sociale que comme des symboles et statuts de l'obéissance et de la participation au sein de la couche supérieure de la population mondiale.

On a trouvé une résistance à cette assimilation culturelle chez ces bourgeois compétitifs, dans des États semi-périphériques et dans des États non-hégémoniques du centre, et elle s'est manifestée par l'affirmation de l'autonomie des traditions « nationales » ou par une antipathie à l'endroit des généralisations structurelles dans le domaine des idées. Cette résistance a aussi pris la forme d'un renforcement des regroupements linguistiques comme solution de remplacement au groupe hégémonique (en pratique, l'anglais).

Une résistance culturelle plus fondamentale de la part des mouvements anti-systémiques a lentement pris la forme d'une proposition de solutions « civilisationnelles » pouvant remplacer les modèles culturels dominants. En particulier, cette résistance a opposé les civilisations (plurielles) à la civilisation (singulière et impériale).

IV – LE SYSTÈME EN CRISE

Un système ayant des mécanismes cycliques comporte des faiblesses périodiques, quel que soit le nom que nous voulons bien leur donner. Nous avons démontré que la régularité des stagnations économiques mondiales est une des tendances fondamentales de l'économie-monde capitaliste. Mais tant qu'il existe aussi des mécanismes qui mettent régulièrement fin à ces stagnations et qui relancent l'expansion économique mondiale, nous ne pouvons affirmer que ces déclin cycliques sont des crises, même s'ils sont perçus comme tels par les individus qui les vivent.

Nous pouvons plutôt parler de « crise » dans une situation où les mécanismes de restitution du système ne fonctionnent plus correctement et, par conséquent, où le système se trouvera soit fondamentalement transformé, soit en désintégration. C'est dans ce sens que nous pouvons parler, par exemple, de la « crise du féodalisme » en Europe durant la période s'étendant de 1300 à 1450, crise qui a eu comme résultat l'émergence historique d'une économie-monde capitaliste localisée dans ce lieu géographique particulier. Nous pouvons dire que cette économie-monde capitaliste est, à son tour au vingtième siècle, entrée dans une longue « crise » de nature comparable, une crise au milieu de laquelle nous vivons.

Les causes de la crise sont intrinsèques au système; elles résultent des contradictions qui se sont développées au sein des processus. Un des mécanismes qui ont permis à l'économie-monde de surmonter ses phases de déclin est l'extension des frontières externes de l'économie-monde, mais ce processus a des limites intrinsèques qui sont presque atteintes.

Un autre mécanisme qui a permis à l'économie-monde de surmonter ses phases de déclin a été l'augmentation de la demande mondiale effective, en partie par la prolétarianisation des producteurs directs et en partie par la redistribution du surplus au sein de la bourgeoisie mondiale.

La prolétarianisation est aussi un procédé qui a des limites intrinsèques. Tant que ses limites n'ont pas encore été atteintes, le processus s'est accéléré et on peut prévoir qu'il va atteindre son asymptote au cours du siècle qui vient.

La redistribution du surplus au sein de la bourgeoisie est elle-même le résultat de la « bourgeoisie » qui a entraîné une augmentation du pourcentage total de la population bourgeoise mondiale. Si l'on distingue le petit groupe de bourgeois qui contrôle la majeure partie du capital fixe du groupe beaucoup plus grand de bourgeois qui contrôle surtout le capital humain, il apparaît que la croissance et la concentration sociale du dernier groupe lui ont donné une puissance politique considérable dans les États du centre. Comme prix de leur appui politique au système-monde, ils ont été en mesure de s'assurer qu'une proportion de plus en plus grande du surplus leur soit redistribuée, ce qui réduit à long terme le taux de profit de ceux qui détiennent le capital fixe.

L'augmentation de la prolétarianisation et l'augmentation de la contrainte sur la mobilité individuelle, en raison du degré de dépendance des définitions des peuples par rapport à leur position dans l'économie-monde, ont amené l'éveil des mouvements anti-systémiques. Ces mouvements ont un effet cumulatif dont on peut dire qu'ils forment une courbe logarithmique. Nous sommes entrés dans la phase de l'escalade aiguë.

Le fait que nous sommes dans une crise systémique et que nous nous y trouvons au moins depuis la Révolution russe – qui était un détonateur symbolique et a toujours été vue comme tel – ne signifie pas que le développement capitaliste de l'économie-monde en est venu à sa fin. C'est tout le contraire. Il est aussi vigoureux comme jamais, peut-être même davantage. C'est en fait la cause première de la crise. La réelle vigueur du développement capitaliste a été et continuera d'être le facteur principal de l'exacerbation des contradictions du système.

La crise ne connaîtra donc pas de solution dans un laps de temps très court. Une crise du système est un processus long, lent et difficile. Aussi est-il à peine surprenant de la voir agir sur une période de plus de 150 ans. Nous trouvons au milieu de cette crise, nous bénéficions de très peu de perspective pour l'examiner et nous avons donc tendance à exagérer chacune des petites bifurcations dans le trajet. Il y a un certain avantage à être excessivement optimiste à court terme, le côté négatif d'une telle exagération étant la désillusion qu'elle engendre. Une crise est mieux maîtrisée par une stratégie réfléchie et à long terme. On ne peut, de toute façon, tout planifier car la crise elle-même donne naissance à de nouvelles possibilités pour l'action humaine.

V – PROSPECTIVES

Trois logiques différentes sont en jeu dans l'actuelle crise mondiale. Son dénouement résultera de leur interaction.

Il y a la logique du socialisme

Le développement capitaliste de l'économie-monde elle-même tend vers la socialisation du processus de production. Il y a un impératif *organisationnel* (par opposition à un impératif politique) en vertu duquel la réalisation totale des relations ou de la production capitalistes – par l'accent qu'elle met sur l'augmentation de la plus-value relative et sur l'efficacité maximale (libre circulation) des facteurs de

production – vise l'établissement d'un seul réseau productif organisationnel totalement planifié dans l'économie mondiale.

Par ailleurs, la logique politique de l'appropriation du surplus par l'élite (le petit nombre) conduit à la croissance des mouvements anti-systémiques et, par conséquent, à la diffusion des valeurs socialistes chez les producteurs mondiaux directs.

Finalement, la structure de l'économie-monde (États multiples au sein de la division du travail) a créé la possibilité que des mouvements politiques socialistes prennent le pouvoir dans des États particuliers, cherchant à « édifier le socialisme ». En dépit du fait qu'ils se trouvent toujours situés à l'intérieur de l'économie-monde capitaliste et du fait que le système inter-étatique restreint sérieusement les types de transformations qu'ils peuvent réaliser à l'intérieur des frontières d'un État donné, leur volonté de se rapprocher de diverses façons de l'ordre socialiste crée d'autres pressions institutionnelles sur le système-monde pour le faire évoluer vers le socialisme.

Il y a aussi la logique de la domination

Dans la mesure où, par définition, les puissants ont plus de pouvoir que la masse de la population mondiale et dans celle où le processus de transformation est lent et contradictoire, les couches sociales dirigeantes (la bourgeoisie mondiale) ont une large possibilité d'inventer des moyens de conserver le pouvoir et les privilèges. L'adoption de nouveaux rôles sociaux et de nouvelles couvertures idéologiques peut être, pour les couches sociales actuellement dominantes, un nouveau moyen de se perpétuer dans un nouveau système. Le fait que les groupes dominants cherchent à survivre même à une crise, entre certainement dans la logique de la domination. Ainsi que le disait le propriétaire terrien, héros de *Il Gattopardo* de Lampedusa, « Nous devons changer tout afin que tout demeure semblable ».

Dans le processus de recherche visant à garder le pouvoir, la bourgeoisie mondiale peut s'aventurer dans des politiques conduisant à une guerre nucléaire mondiale. Cela pourrait entraîner la mort du présent système de manière telle, qu'une grande partie des forces productives seraient détruites, ce qui rendrait dès lors l'ordre socialiste mondial beaucoup moins réalisable structurellement.

Il y a une logique du projet « civilisationnel »

Même si l'économie-monde capitaliste a été le premier et le seul système social qui ait fait en sorte d'éliminer de la terre tous les autres systèmes sociaux contemporains, ce phénomène n'est devenu historiquement vrai que depuis fort peu de temps. Nous pourrions envisager cela simplement comme la conquête du globe par les Européens de l'Ouest. Dans ce cas, dans une perspective historique plus globale, la suprématie politique et technologique de l'Ouest ne constitue qu'un bref intervalle et, du point de vue des centres « civilisationnels » de remplacement, elle peut être conçue comme un intermède transitoire et anormal. Il y a ainsi un mouvement vers la restauration d'un équilibre « civilisationnel », mouvement que le processus même du développement capitaliste de l'économie-monde rend plus urgent et plus réalisable.

Cependant, la manière par laquelle un équilibre « civilisationnel » restauré peut s'attacher au projet socialiste, d'une part, et au projet dirigé par des couches dominantes cherchant à survivre, d'autre part, n'est pas du tout évidente.

Nous vivons en confrontation à de réelles alternatives historiques. Il est clair que l'économie-monde capitaliste ne peut survivre et qu'elle est en train d'être supplantée en tant que système social historique. Les forces en jeu sont aussi manifestes que le sont les courants séculaires. Nous pouvons lutter pour nos préférences. Nous pouvons analyser les probabilités. Mais nous ne pouvons rien prédire car nous ne pouvons connaître avec certitude la façon dont la conjoncture des forces en présence imprimera certaines directions au changement. D'ailleurs, nous pouvons encore moins savoir quelles nouvelles possibilités de libération humaine autoriseront ces forces. La seule chose dont nous pouvons être certain est que notre activité présente constituera un facteur primordial dans le dénouement de la crise. [*Traduit de l'anglais*]